

Notre ministre de l'Agriculture préfère les poulets ukrainiens !

bvoltaire.fr/notre-ministre-de-lagriculture-prefere-les-poulets-ukrainiens

Auteur : Samuel Martin

14 septembre 2023



En matière de poulets et de volailles en général, les Français feraient volontiers jouer la préférence nationale : s'ils le pouvaient, ils seraient 87 % à acheter une bête estampillée « volaille française ». Ce qui les en empêche ? D'une part, le prix : un bon poulet français coûte beaucoup plus cher qu'un poulet importé. D'autre part, le poids de ces importations : 43 % en 2022, 45,2 % sur les six premiers mois de 2023. « Le marché français est ainsi assailli d'importations à bas coût, ne répondant pas aux mêmes exigences réglementaires et sanitaires que la Volaille Française. La lutte contre ce phénomène est donc prioritaire. C'est pourquoi la filière demande l'appui des pouvoirs publics, tant au niveau français qu'europpéen, pour l'accompagner dans la reprise de son développement et la sécurisation de sa production », écrivait, dans un communiqué du 8 septembre, l'ANVOL [Association nationale interprofessionnelle de la volaille de chair, NDLR], qui représente vingt et une organisations professionnelles de la filière.

Parmi les poulets importés, les poulets ukrainiens pèsent de plus en plus lourd, pour la bonne raison que l'Union européenne a suspendu, par solidarité, les droits de douane avec l'Ukraine en mai 2022, suspension renouvelée en avril dernier pour un an. Aussi Jean-Michel Schaeffer, président de l'ANVOL, a-t-il demandé au ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, d'activer une clause de sauvegarde, mécanisme européen qui permettrait d'empêcher ces importations « à droit nul et sans limite de volume ». C'était le 12 septembre, à Rennes, lors de l'ouverture du Salon des productions animales (SPACE).

Réponse du ministre : « Je ne veux pas envoyer de signaux hostiles à l'Ukraine », l'activation de la clause de sauvegarde risquant fort d'apparaître comme un « acte d'hostilité ». Marc Fesneau connaît-il le sens du mot « hostile » ? En quoi limiter l'importation des volailles ukrainiennes ferait de la France un ennemi de l'Ukraine au même titre que la Russie ? N'être pas ennemi de l'Ukraine, la soutenir nécessite-t-il de se comporter en carpette devant ses exigences ? D'autant qu'une interdiction ou une limitation des importations gênerait moins l'Ukraine elle-même que, explique l'ANVOL, le groupe industriel MHP, grand producteur de volailles en Ukraine « dont le siège est basé à Chypre ». À sa tête, Yuriy Kosiuk, oligarque ukrainien, « qui produit chaque année des millions de tonnes de volailles de batterie issues des plus grands élevages industriels aujourd'hui connus », explique Marianne.

« Le ministre de l'Agriculture sacrifie nos éleveurs sur l'autel de la guerre : la France et les Français d'abord ! », a réagi Gilbert Collard, sur Twitter. Marc Fesneau est-il le ministre de l'Agriculture en Ukraine ? Non. De l'Union européenne ? Non plus. Il est supposé être le ministre de l'Agriculture française et, donc, la défendre. D'autres pays sont moins frileux : en matière de céréales, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie ont obtenu l'autorisation de l'Union européenne d'interdire la vente de produits ukrainiens sur leur territoire. On l'oublierait presque en France : ailleurs, des hommes politiques se battent pour leur pays, pour leurs agriculteurs, leurs éleveurs. Marc Fesneau, lui, ne voit pas où est le problème : les abattages dus à la grippe aviaire ont vidé nos élevages, les importations ukrainiennes remplissent nos étals – tout est pour le mieux. Est-il au courant qu'il dirige le ministère de l'Agriculture « et de la Souveraineté alimentaire » ?